

Questions orales

M. Masse: C'est mauvais pour les sondages.

M. Blackburn (Brant): Vous bradez notre pays.

M. Hnatyshyn: Accrochez-vous à votre fauteuil, Derek.

M. le Président: Le vice-premier ministre a la parole.

M. Mazankowski: Monsieur le Président, j'aurais espéré que le chef du NPD prenne en considération l'ensemble de la déclaration. On prévoit une mesure législative qui donnera la possibilité de vendre au public toutes les actions d'Air Canada.

M. Broadbent: C'est bien cela, une trahison.

M. Mazankowski: Une fois le projet de loi adopté, les mesures financières et réglementaires voulues seront prises et si la situation du marché le permet, on demandera au conseil d'administration de mettre en vente une part initiale de 45 p. 100 et la part du gouvernement restera d'environ 55 p. 100. S'il est alors avantageux pour la société aérienne et pour les Canadiens de continuer, alors on continuera . . .

M. Riis: Il avait promis que vous ne le feriez pas.

M. Mazankowski: . . . mais le gouvernement conservera une part de 55 p. 100 des actions tant qu'il ne sera pas jugé avantageux de les vendre.

LE CENTRE D'ENTRETIEN DE WINNIPEG

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, les Canadiens auront constaté que le premier ministre a refusé de répondre à cette question parce qu'il sait qu'on vient de le prendre en flagrant délit de manquer à sa parole une fois de plus . . .

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. le Président: Le député d'Oshawa a la parole.

M. Broadbent: Monsieur le Président, peu importe qu'il s'agisse du premier ministre ou de son porte-parole, le vice-premier ministre, ils ont promis aujourd'hui . . . Ce n'est pas Air Canada, c'est le vice-premier ministre qui a parlé aujourd'hui du centre d'entretien de Winnipeg. Il a dit: «Le centre d'entretien de Winnipeg demeurera une fonction intégrale et prééminente d'Air Canada.» Si on a l'intention, comme le vice-premier ministre l'a précisé ailleurs dans sa déclaration, de céder le contrôle opérationnel de la compagnie aux nouveaux actionnaires, comment pourra-t-on jamais tenir cette promesse à l'avenir?

La vraie raison pour laquelle cette question est portée à notre attention aujourd'hui, n'est-ce pas simplement parce qu'il faut aux conservateurs un autre subterfuge pour affronter l'électorat du Manitoba? N'est-ce pas là le fin mot de l'histoire?

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Rappelez-vous le CF-18.

M. le Président: Le vice-premier ministre a la parole.

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, s'il est question de subterfuges, j'ai ce qu'il faut ici, et je cite:

. . . le NPD n'est pas forcément contre la privatisation. Mais nous estimons que la vente d'une société d'État doit pouvoir se justifier d'un point de vue concret.

Si, par exemple, elle est mal administrée, qu'elle manque de fonds ou qu'aucune raison de principe ne justifie que le gouvernement veuille la garder, dans ce cas, peut-être pourrait-on la vendre au secteur privé.

• (1440)

Qui a dit cela? Ian Waddell, dont la déclaration figure dans le hansard du 13 février 1987.

M. Broadbent: C'est exact.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Nous allons en faire notre cheval de bataille.

M. Riis: S'il vous plaît, déclenchez des élections dès maintenant.

M. le Président: Le député de Winnipeg—Fort Garry a la parole.

M. Crosbie: Venez donc de ce côté-ci, Lloyd.

Des voix: Nous voulons Lloyd.

M. Axworthy: Monsieur le Président, je suppose que vous comprendrez que je sois un peu surpris de cet appui sans réserve de l'autre côté . . .

M. le Président: Je suis surpris par les deux côtés.

M. Axworthy: . . . et de votre part aussi, je l'espère, monsieur le Président.

L'AVENIR DU CENTRE D'ENTRETIEN DE WINNIPEG

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Gary): Monsieur le Président, puisqu'on parle de l'origine de la politique, je pense qu'il est bon de faire remarquer que le vice-premier ministre se reporte à un discours que j'ai fait lors d'une conférence du *Financial Post*. Je lui recommande de bien lire ce discours qui propose, d'abord, une recapitalisation d'Air Canada, ce que le gouvernement n'a pas fait, puis des audiences publiques pour que l'on connaisse exactement les avantages et les inconvénients de son rôle et pour que le public soit convenablement informé.

Conformément à son habitude, le premier ministre ne suit jamais mes bons conseils. C'est pour cela que cette mesure lui cause tant de problèmes aujourd'hui.

Des voix: Bravo!